

Discours d'ouverture du Président du Conseil Economique et Social M. Roger Nasnas  
Séminaire - L'employabilité des jeunes au Liban : le rôle de la formation professionnelle, de  
l'enseignement technique et de l'entrepreneuriat  
Siège du Conseil Economique et Social – 22 septembre 2014

Je souhaite la bienvenue à Son Excellence M. le Ministre du Travail, Mr. Sejaan Qaazi et je salue les efforts qu'il a entrepris pour tenter de répondre aux problèmes du marché du travail et ce malgré les circonstances difficiles que connaît actuellement notre pays.

Je souhaite également la bienvenue à Son Excellence M. Elias Bou Saab Ministre de l'Education et de l'Enseignement supérieur, représenté par M. Elie Naim. Je salue chaleureusement la présence de Son Excellence M. Patrice Paoli, Ambassadeur de France au Liban, et le remercie pour son engagement à la consolidation des relations franco-libanaises, se référant à sa visite dans les régions françaises en vue de renforcer la coopération entre les petites et moyennes entreprises française et libanaise.

Je salue également la présence de Son Excellence Mme Angelina Akhurst, Ambassadrice de la Commission Européenne au Liban, représentée par M. Alexis Lober, et je me félicite des excellentes relations entre notre Conseil et la Commission.

Je souhaite la bienvenue à M. Lionel Cafferini et Mme Eva Khimenoscilia, respectivement directeur du bureau de l'Agence Française de Développement (AFD) au Liban et la représentante du directeur de la Fondation Européenne pour la Formation (European Training Foundation, ETF), qui sont à l'initiative de ce séminaire, en partenariat avec le Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée (CMI).

Je suis également heureux de compter parmi nous aujourd'hui M. Pedro Narro, président de la commission euro-méditerranéenne au sein du Comité économique et social européen ; et je voudrais saluer ici les relations étroites qui existent entre Le Comité économique et social européen et le Conseil Economique et Social au Liban.

Chers Amis, Vos Excellences, Mesdames et Messieurs les Présidents de Commission, Mesdames et Messieurs les représentants des syndicats et de la presse, Je vous souhaite la bienvenue au sein de votre Conseil, le Conseil Economique et Social,

Mesdames et Messieurs,

Notre rencontre aujourd'hui est centrée sur le rôle de la formation professionnelle, de l'éducation technique et de l'entrepreneuriat et s'insère dans un processus de développement plus global, qui doit aboutir à une réflexion sur :

- L'initiative individuelle
- La sensibilisation aux besoins et défis domestiques
- La Prise de conscience des limites de la concurrence, ainsi que des coopérations extérieures.

L'initiative individuelle et l'entrepreneuriat sont d'importance primordiale, car ils contribuent à l'activation de la production, favorisent la concurrence et créent des emplois.

De ce constat découle la nécessité de guider les jeunes et de cette nécessité découle l'importance d'ouvrir des espaces de travail aux jeunes et particulièrement aux jeunes femmes, en prêtant attention aux revenus des familles et aux externalités positives, et en cessant de se focaliser uniquement sur les revenus individuels.

Pour cela, il est important de :

- Réunir les capacités et les ambitions de chacun
- Déterminer les richesses et le potentiel de développement de chaque région libanaise, dans le but de parvenir à un développement intégrateur de ces zones, cela étant une des façons de renforcement de l'unité de la communauté nationale.
- Identifier la concurrence avec l'extérieur, permettant de faciliter l'accès aux marchés arabes et internationaux et favoriser ainsi les investissements et la création d'emploi.

Atteindre ses objectifs ambitieux passe par l'établissement d'un programme socio-économique intégrateur pour permettre de traverser la crise et écarter ses répercussions négatives.

L'Etat a une responsabilité certaine dans la création d'un milieu favorable à l'investissement ainsi qu'à la protection sociale, que ce soit dans l'éducation, le filet de sécurité pour les personnes âgées ainsi que la protection de l'environnement.

Pour cela, il est nécessaire d'adopter un dialogue entre les secteurs publics et privés, et la société civile qui permet une ouverture et une intégration avec le monde extérieur pour aider à construire une stabilité économique et sociale durable.

C'est le rôle du Conseil économique et social, qui est devenu un besoin et une nécessité

Ce conseil se permet d'être un espace de rencontre et de dialogue entre les différentes parties concernées pour arriver à un programme de développement fondé sur des valeurs d'équilibre et d'intégration, grâce :

1. A un arbitrage entre le progrès économique et la sécurité sociale, car il n'existe pas de progrès économique sans sécurité sociale et pas de sécurité sociale sans progrès économique,
2. Le lien entre le développement interne et les mouvements de l'économie au Liban et dans le monde.

Nous avons mené au sein du Conseil économique et social des études sur le sujet de l'éducation et de la formation. Nous avons également organisé - sous les auspices de l'Union européenne et en collaboration avec le Fonds économique et social- un séminaire ESFD/FDES en 2005 sur les moyens d'activer les petites et moyennes entreprises. Nous avons en effet souligné l'importance de ces institutions dans l'économie nationale dans notre livre blanc 'l'avancement du Liban'. Nous

travaillons toujours avec l'Union européenne et le Conseil économique et social sur l'activation du dialogue social européen. Ces études soulignent en partie l'importance des petites et moyennes entreprises et de leur adoption.

L'Union européenne a contribué généreusement pour mettre en œuvre le système de revitalisation de ces institutions au Liban. Le fonds européen de formation de la Fondation européenne pour la formation (ETF) a permis la mise en œuvre de la première partie de celui-ci et a réalisé des progrès significatifs en terme de développement.

Apprécions à cet égard le soutien apporté par l'Agence Française de Développement.

Il est clair à présent que les petites et moyennes entreprises peuvent bénéficier des grandes, petites et moyennes entreprises européennes, surtout qu'aujourd'hui le Liban et la région Arabe sont confrontés à un dilemme.

Mesdames et Messieurs,

La mobilisation des échanges d'expertises entre le Nord et Le Sud comporte bien des avantages. Nous en avons déjà discuté aux réunions EUROMED, et permettez-moi ici de saluer M. Pedro Narro, président de la commission euro-méditerranéen au sein du Comité économique et social européen et le remercier pour son soutien et encouragement.

Je veux bien souligner deux choses :

Premièrement : la limitation de l'immigration Sud-Nord, ou les conséquences s'aggravent et leurs implications ont notamment influencées les problématiques économique, sociale et sécuritaire ;

Deuxièmement : la promotion du développement dans les pays du Sud contribue à atteindre l'équilibre et l'intégration entre Nord et Sud, et offre le cadre approprié à la promotion de la paix civile.

La recherche dans le rôle de la formation professionnelle et des possibilités d'emplois qui lui sont liées est contrainte par le contexte qui s'impose à nous. Alors que nous nous réunissons aujourd'hui se répand autour de nous une vague de destruction et de terrorisme.

Le Liban a connu les souffrances des crises financières, économiques, et sociales caractérisées par une croissance faible, des tensions sécuritaires, une baisse du tourisme, de l'investissement, ainsi qu'une croissance de la dette publique et du fardeau que cela représente. D'autres dossiers viennent d'accroître les souffrances et la pression qui pèse sur le Liban, à l'image des déplacés syriens, trop importants par rapport aux capacités d'accueil du Liban, du dossier chronique des camps palestiniens, et celui des flux migratoires Libanais à l'étranger.

Chers Messieurs,

Combien de temps resterons-nous piégés dans le travail nécessaire de gestion de la crise économique et sociale ? Notre peuple et notre pays a le droit de traverser le chemin qui le mènera à l'aube du recouvrement. La responsabilité de reconstruire l'ère de la stabilité économique et sociale et la promotion des droits civils et culturels est partagée entre nous.

Le Liban tient à la coopération avec l'Union Européenne, la France et les États-Unis d'Amérique et tous les pays frères et amis pour transformer les défis en opportunités de réalisations.

Nous sommes tous conscients qu'il y a une corrélation entre amélioration de la sécurité et promotion du développement, car la lutte contre le terrorisme appelle également à l'éradication des causes originelles de la violence et de l'extrémisme : pauvreté, chômage et baisse de l'impulsion culturelle. Cela montre à quel point il est urgent, plus que jamais, de consolider notre partenariat pour se donner les moyens de la stabilité et de la paix civile.

Cela prouve à quel point il est urgent de consolider le partenariat entre nous tous pour se donner les moyens de construire la stabilité et la paix civile.

Merci, et bienvenue à vous !